



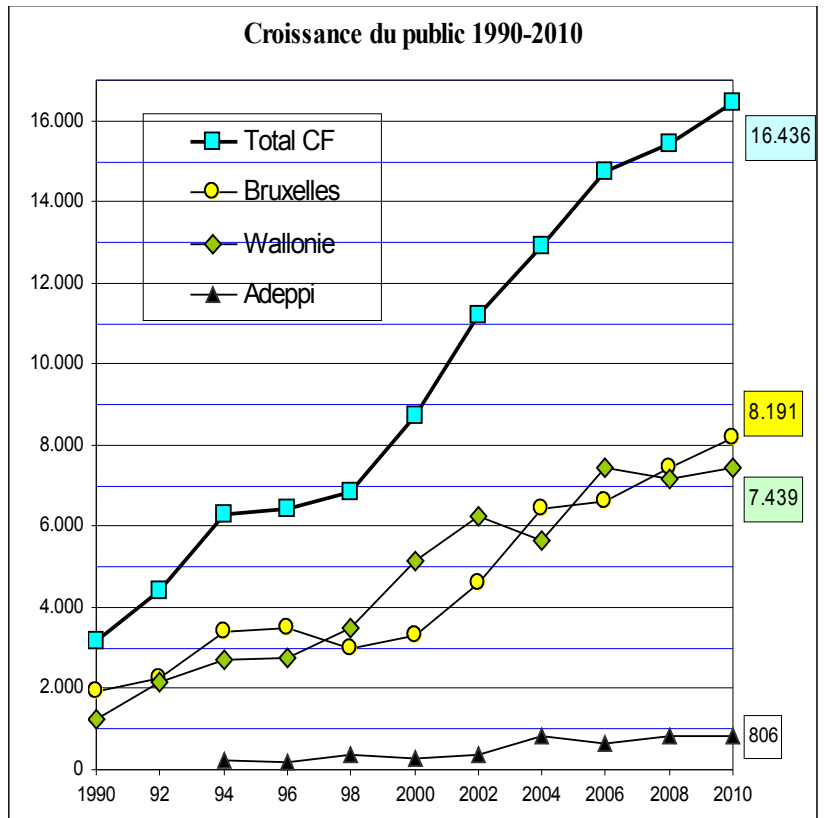
Enquête 2010

SUR L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE

L'enquête 2010 dénombrait 16.436 apprenants suivant des formations auprès d'opérateurs du secteur de l'alpha : 8.191 à Bruxelles (50%), 7.439 en Wallonie (45%), et 806 apprenants auprès de l'ADEPPI (5%), qui organise des formations pour les détenus à Bruxelles et en Wallonie.¹

La croissance très forte que le secteur a connue de la fin des années 90 à 2006 s'est ensuite infléchi pour l'ensemble de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, mais cette moindre croissance du nombre de participants n'a en réalité concerné que la Wallonie, comme le montre le graphique.

Il faut cependant pondérer cette observation par le fait que les participants, moins nombreux en Wallonie qu'à Bruxelles depuis ces trois dernières années, y suivent généralement un horaire plus conséquent.



Après cette période de stabilisation, le nombre de participants est reparti à la hausse cette dernière année dans les deux régions, si bien qu'on compte pour l'année 2010, le nombre d'apprenants le plus élevé jamais enregistré par l'enquête. Ici également, l'évolution doit être mise en regard avec le nombre d'organismes participant à cet état des lieux, qui est lui aussi le plus élevé qu'on ait enregistré : 168 (96 organismes à Bruxelles, 70 en Wallonie, et 2 organismes dont l'action couvre les 2 régions, à savoir *Lire et Ecrire Communauté française* et L'ADEPPI)

Ces organismes sont majoritairement des associations d'initiative privée (asbl, parfois associations de fait), mais on compte aussi 16% d'organismes ou services d'initiative publique (CPAS, maisons ou régies de quartier, foyers culturels, bibliothèques, etc.)

¹ ADEPPI, Atelier D'Éducation Permanente pour Personnes Incarcérées.

Au total, *Lire et Ecrire* identifiait cette année 214 opérateurs d'alpha (hors Promotion sociale²). Si l'enquête n'est donc pas exhaustive, le taux de participation (168 sur 214, soit 79%) garantit cependant que ses résultats sont représentatifs de l'ensemble de l'activité et du public du secteur.

Une offre qui reste insuffisante

Malgré la croissance de l'offre, environ 3.000 candidats aux formations doivent être « refusés » chaque année – c'est-à-dire réorientés, mis en liste d'attente, etc.³

Or il s'agit bien là du public qui aurait dû pouvoir en principe trouver place auprès des opérateurs d'alpha : nous n'y incluons pas les plus de 2.000 candidats qui se sont adressés à eux mais ne correspondaient pas à leur public-cible, généralement parce qu'ils disposaient d'un niveau de scolarité déjà élevé – des candidats qu'il était effectivement plus adéquat de réorienter ailleurs, pour autant que cette possibilité existe.

Le nombre de candidats n'ayant pu être inscrits est plus élevé à Bruxelles, mais les opérateurs wallons en renseignent aussi près d'un millier.

Seuls une dizaine de répondants déclarent n'avoir dû refuser personne, tandis que la grande majorité déplore d'avoir manqué de moyens, de formateurs, de locaux, pour répondre à la demande.

Parmi les motifs qui ont empêché l'entrée en formation, on relèvera encore, dans un registre différent mais tout aussi crucial, les difficultés d'accès (horaire incompatible, mais surtout insuffisance des transports publics vers le lieu de formation) et l'absence de garderie d'enfants.

Ces données mettent en évidence que le secteur pourrait se développer encore, par l'augmentation de sa capacité et par l'amélioration des services (internes et externes) permettant à chacun d'accéder aux formations.

² L'enseignement de Promotion sociale fait l'objet de statistiques distinctes réalisées par cette administration.

³ Ce chiffre doit être considéré avec prudence, car d'un côté le nombre de « refus » est sous-évalué (tous les organismes ne l'enregistrent pas), mais dans le même temps le nombre de demandes d'inscription est probablement surévalué dans la mesure où les mêmes personnes peuvent frapper à plusieurs portes lorsque leur demande n'est pas rencontrée.